



Après les vœux du Président de la République au monde de la santé, les professionnel.le.s de l'hôpital public et des établissements participant au service public et les usager.e.s du système de santé demandent des décisions rapides pour reconstruire sans délai un **système de santé universel, accessible à tous sur le territoire, solidaire, et efficace pour garantir ainsi le droit constitutionnel à la santé et au pouvoir vivre en bonne santé pour tous.**

Nous ne sommes plus traités d'oiseaux de mauvais augure et la reconnaissance de la gravité de la situation, de l'échec de sa politique de santé est une nouveauté. Mais les annonces du Président de la République ne permettent pas d'espérer attirer, ou retenir les soignants du système public de santé. Elles ne font pas entrevoir d'amélioration de l'accès aux soins pour les usager.e.s. L'expérience a montré que les promesses ne sont pas toujours suivies de leur réalisation. Nous ne pouvons plus avoir confiance. Or, il y a urgence !

Avec pour principe intangible l'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire, les organisations sous-signées demandent des mesures immédiates

- L'arrêt des fermetures de services, d'établissements et des réouvertures de lits, de structures, partout où cela est nécessaire. L'annulation des fermetures de lits prévues dans les projets de restructuration hospitalière en cours.
- La participation des personnels, médecins ou non, et usager.e.s aux décisions à tous les échelons du système de santé. Le respect effectif des avis donnés et le respect des mandats électifs.
- Le recrutement immédiat de dizaines de milliers de professionnel.le.s supplémentaires, un plan de formation pluridisciplinaire et des moyens aux structures de formation pour l'ouverture immédiate de places d'étudiant.e.s dans les différentes écoles et facultés pour les professions soignantes.
- Un financement pérenne adapté aux besoins de soins et l'abandon d'une gestion marchande du système de santé, l'abandon de la T2A pour la prise en charge des maladies chroniques. Le financement doit sortir de la politique d'économie imposée par l'ONDAM et doit être adapté à l'embauche de personnel en nombre. Cela nécessite de définir un nombre de patients maximum par soignant (ratio opposable) et par activité.
- Des mesures salariales et statutaires pour parvenir à une rémunération à la hauteur de l'engagement du personnel, de sa responsabilité et de sa formation, en considérant la pénibilité du travail de nuit et de week-end. Tous les personnels du système de santé doivent participer à la permanence des soins avec une égalité de rémunération pour tous les personnels. Le libre accès, en trente minutes, à un service d'urgences doit être garanti pour toute la population
- En psychiatrie, l'embauche immédiate de milliers de psychologues formé.e.s qui ont dû renoncer à leur métier, faute de postes en psychiatrie, alors que les besoins sont énormes. La rénovation de la psychiatrie de secteur est indispensable.

La responsabilité directe du pouvoir exécutif dans l'effondrement du système de santé lui impose de sortir des discours pour passer sans délai aux actes. L'absence de chiffrage budgétaire pour les mesures annoncées est inquiétante. Les mesures organisationnelles ne suffiront pas.

Le service public de santé est un bien commun. Nous nous organisons et nous unissons autour de cet appel à la mobilisation des personnels et des citoyens pour le printemps du service public de santé. Nous n'avons d'autre alternative que l'action.

**AMUF, APH, SNPI CFE-CGC, CIH, CIU, CNCDHMP, Minute de Silence  
Printemps de la psychiatrie, SED, SNMH FO**